LA PRESSE

ENVIRONNEMENT

Rapport de l'Institut climatique du Canada

# Le pays n'est pas en voie d'atteindre ses cibles environnementales

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, ARCHIVES LA PRESSE

**(Ottawa) Une nouvelle étude publiée vendredi par l'Institut climatique du Canada indique que le Canada n'est pas en voie d'atteindre ses cibles climatiques, qu'il s'agisse de l'objectif intermédiaire de réduction des émissions pour 2026, de**

**l'engagement pris dans le cadre de l'Accord de Paris pour 2030 ou même de l'objectif à long terme de carboneutralité d'ici 2050.**

Publié le 13 février

**NICK MURRAY**
La Presse Canadienne

Le rapport suggère que le Canada s'est éloigné de ses objectifs climatiques en raison « d'un relâchement des efforts politiques au cours de la dernière année, marqué par la suppression ou l'affaiblissement des politiques climatiques à l'échelle du pays ».

Ce « relâchement » comprend l'élimination de la tarification fédérale du carbone pour les consommateurs, la fin du financement de la rénovation écologique des habitations et l'annulation du plafond des émissions de pétrole et de gaz, précise le rapport. À l'échelle provinciale, l'Alberta et la Saskatchewan ont toutes deux affaibli ou suspendu leurs tarifs du carbone pour les industries, et l'Ontario a abrogé sa loi sur la responsabilisation climatique.

**L'étude de l'Institut climatique du Canada fait suite au rapport du gouvernement fédéral sur les progrès réalisés en matière de réduction des émissions, qu'Ottawa avait discrètement publié la semaine précédant Noël.**

Le rapport d'étape, exigé par la loi sur la transparence climatique du gouvernement, a révélé que, même dans le scénario le plus optimiste, le Canada ne parviendrait qu'à réduire ses émissions de 28 % par rapport aux niveaux de 2005 en 2030.

En date de 2023, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, le Canada n'avait réduit ses émissions que de 9 %, tandis que tous les autres pays du G7 affichaient une réduction moyenne de 30 %.

Les États-Unis, le deuxième pays le moins performant du groupe après le Canada, ont réduit leurs émissions de 17 % par rapport à 2005, soit près du double du taux de réduction canadien.

### Un scénario optimiste, qui ne suffit pas

Ce scénario optimiste, prévoyant une réduction de 28 % d'ici 2030, place le gouvernement Carney en deçà des engagements de réduction des émissions pris par le gouvernement Harper, qui voulait ramener les émissions canadiennes à 30 % de moins qu'en 2005. En 2021, le gouvernement Trudeau a relevé cet objectif à un niveau situé entre 40 et 45 %.

« Si tout fonctionne comme prévu et que toutes les mesures sont mises en œuvre intégralement, on obtient les réductions d'émissions maximales possibles », a déclaré Simon Donner, climatologue à l'Université de la Colombie-Britannique, qui a démissionné de son poste de président du Groupe consultatif pour la carboneutralité du gouvernement en décembre.

Ce scénario idéal prévoit un prix du carbone industriel de 170 $ la tonne d'ici 2030, l'entrée en vigueur du Règlement sur l'électricité propre qui permettra au Canada d'atteindre la carboneutralité et un renforcement de la réglementation sur le méthane. Ces trois éléments font toutefois l'objet de négociations dans le cadre du protocole d'entente conclu entre Ottawa et l'Alberta.

Le scénario tient également compte des réductions d'émissions découlant de l'obligation gouvernementale sur les véhicules électriques, qu'Ottawa a abandonnée plus tôt ce mois-ci au profit de normes d'émissions plus strictes dans le cadre de sa nouvelle stratégie automobile. Le nouveau plan devrait permettre d'atteindre des réductions d'émissions inférieures à celles prévues par le mandat initial.

« À moins que le gouvernement Carney n'ait prévu tout un tas de mesures supplémentaires pas encore annoncées, assorties d'un plan de mise en œuvre vraiment détaillé et efficace, je ne vois pas comment il compte atteindre (l'objectif de 2030) », a indiqué M. Donner.

**« Nous y travaillons »**

La Presse Canadienne a envoyé plusieurs demandes d'entrevue à la ministre de l'Environnement, Julie Dabrusin, au sujet du rapport sur les émissions, mais n'a reçu aucune réponse.

Jeudi, en se rendant à une réunion du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, M$^{me}$ Dabrusin a déclaré que le gouvernement travaillait à remettre Ottawa sur la bonne voie en matière de réduction des émissions.

« Je pense que vous voyez nos efforts à l'œuvre avec la stratégie de compétitivité climatique et la stratégie automobile, et ce n'est qu'un début », a-t-elle affirmé.

Interrogée à savoir si les plans du gouvernement seront suffisants pour rectifier le tir, M$^{me}$ Dabrusin a répondu : « Nous y travaillons. »

**Les partis d'opposition demeurent sceptiques**

La cheffe du Parti vert, Elizabeth May, estime que le gouvernement Carney ne prend pas les changements climatiques au sérieux. M$^{me}$ May, qui avait appuyé le budget Carney en décembre, a depuis remis en question les propos du premier ministre, l'accusant de volte-face sur la question climatique.

« Si nous voulons vraiment réduire les émissions, nous devons revoir certaines des mesures qui ont été supprimées depuis l'arrivée au pouvoir de (M. Carney) », a déclaré M$^{me}$ May à La Presse Canadienne.

« Ils sont très loin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, et le premier ministre m'a réaffirmé devant la Chambre des communes le 17 novembre que le gouvernement est déterminé à respecter l'Accord de Paris et à atteindre ses cibles. Alors, la mise à jour sur la réduction des émissions, la soi-disant stratégie de compétitivité climatique [...] il y a tout un tas de titres pompeux pour ce qui se résume à (l'absence de) plan climatique. »

Patrick Bonin, porte-parole du Bloc québécois en matière d'environnement, a également qualifié les mesures du gouvernement Carney de « recul complet sur l'environnement ».

« Il est temps qu'Ottawa se réveille, qu'il réalise que la crise climatique n'a pas disparu et qu'il mette en place de véritables mesures pour respecter nos engagements internationaux en matière de climat », a-t-il affirmé à La Presse Canadienne.

**Le rapport de l'Institut climatique du Canada souligne un certain nombre de politiques qui doivent être renforcées et poursuivies, notamment en ce qui concerne la tarification du carbone industriel.**

Le rapport suggère néanmoins que le plan du gouvernement prévoyant un prix de crédit de 130 $ la tonne ne suffirait pas à remettre le Canada sur la voie des objectifs.

L'étude formule plusieurs recommandations, dont la poursuite du développement du réseau électrique propre du Canada et la mise en application de normes nationales minimales en matière de politiques climatiques.

### Inquiétudes sur le protocole d'entente avec l'Alberta

Selon Ross Linden-Fraser, auteur principal de l'étude, le protocole d'entente entre l'Alberta et Ottawa démontre comment le gouvernement fédéral a plié sur ses exigences minimales.

« L'institut s'inquiète notamment du protocole d'entente, car il repose sur l'idée que les politiques climatiques devraient être négociées bilatéralement et que les seuils fédéraux

sont négociables », a souligné M. Linden-Fraser.

« Il sera très difficile d'atteindre nos objectifs climatiques si ces seuils sont tout simplement abandonnés lors des négociations, a-t-il soutenu. Il faut aussi reconnaître que le protocole d'entente n'est que le point de départ des négociations. »

« Si ce point de départ est déjà insuffisant en matière de politique climatique, il ne fera que s'affaiblir davantage. »

© La Presse Inc. Tous droits réservés.